

F. 91 — 2098

13 MAI 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française instituant un jury de la Communauté française chargé de conférer le diplôme de professeur d'éducation musicale dans les établissements d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur pédagogique de type court

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, notamment l'article 12bis, § 2, y inséré par la loi du 11 juillet 1973;

Vu l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements, notamment les articles 8, 6°, 9, 6° et 10, 6°;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, en date du 12 juin 1990;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 décembre 1990;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique et vu les délibérations de l'Exécutif en date du 10 décembre 1990 et du 29 avril 1991,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Siège et composition du jury*

Article 1er. § 1. Il est institué un jury de la Communauté française chargé de la délivrance du diplôme de professeur d'éducation musicale dans les établissements d'enseignement secondaire et dans les établissements d'enseignement supérieur péda

§ 2. Le siège du jury est situé dans l'arrondissement de Bruxelles-Capitale. Le jury pourra également organiser des examens en dehors de cet arrondissement, si les nécessités l'exigent.

Art. 2. Le jury est composé :

- 1° d'un président;
- 2° d'un vice-président;
- 3° d'un secrétaire;
- 4° de membres.

Art. 3. § 1er. Le président est choisi parmi les membres du service de l'Inspection de l'enseignement secondaire supérieur et de l'enseignement supérieur non universitaire.

§ 2. Les membres sont choisis parmi les membres du personnel enseignant dans l'enseignement secondaire et dans l'enseignement supérieur, en activité de service ou retraités depuis moins de cinq ans;

Ils sont choisis pour moitié dans le personnel de l'enseignement officiel et pour moitié dans le personnel de l'enseignement libre.

Quatre membres au moins doivent appartenir à l'enseignement supérieur pédagogique de type court, dont deux à l'enseignement officiel et deux à l'enseignement libre.

§ 3. Le vice-président et le secrétaire sont choisis par le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions, parmi les membres, sur proposition du président.

Art. 4. Les président, vice-président, secrétaire et membres sont nommés pour une période de deux ans par le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions.

CHAPITRE II. — *Fonctionnement du jury*

Art. 5. Le président veille à la régularité des examens et préside les délibérations.

En cas d'absence ou d'empêchement du président, celui-ci est remplacé en premier ordre par le vice-président et en second ordre par le membre présent le plus âgé.

Art. 6. Le secrétaire convoque les candidats, tient les écritures et les procès-verbaux.

Art. 7. Le jury délibère, à huis clos, sur les résultats des examens et sur toute question soulevée par le président ou par cinq membres au moins.

La présence de la majorité des membres est requise pour délibérer.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 8. Aucun membre du jury ne peut faire subir l'examen, ni prendre part à la délibération, ni contribuer à une quelconque décision, lorsque le candidat est son conjoint, un parent ou un allié jusques et y compris le quatrième degré.

Si le président se trouve dans le cas visé à l'alinéa 1er, il est remplacé en premier ordre par le vice-président et en second ordre par le membre présent le plus âgé.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances sont consignés dans un registre. Ils sont signés par le président, le secrétaire et les membres présents. Les registres des procès-verbaux tiennent lieu de registres des présences.

Les archives sont conservées au siège du jury.

CHAPITRE III. — *Organisation des examens*

Section 1. — *Sessions d'examens et conditions d'admission*

Art. 10. Il y a annuellement une session d'examens du premier degré. Les sessions d'examens des deuxième et troisième degrés ont lieu tous les deux ans.

Le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions fixe les dates et l'ordre détaillé de chaque session.

Art. 11. Toute personne peut se présenter aux examens, sans distinction du lieu où elle a étudié.

Art. 12. Nul n'est admis aux épreuves pour l'obtention du diplôme du 1er degré s'il ne remplit les conditions requises pour être admis dans l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice.

Nul ne peut se présenter aux épreuves pour l'obtention du diplôme du 2e degré s'il n'est pas titulaire du diplôme du 1er degré.

Nul ne peut se présenter aux épreuves pour l'obtention du diplôme du 3e degré s'il n'est pas titulaire du diplôme du 2e degré.

Art. 13. Il ne peut être obtenu qu'un seul diplôme au cours de la même session.

Section 2. — Inscriptions

Art. 14. Un appel aux candidats est publié chaque année au *Moniteur belge*. La période d'inscription y est précisée.

Art. 15. Les demandes d'inscription sont adressées par écrit et sous pli recommandé au Directeur général de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Aucune demande d'inscription ne sera reçue en dehors des délais fixés.

Art. 16. Les formulaires d'inscription sont fournis sur simple demande adressée à la Direction générale de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Art. 17. La participation aux frais d'organisation des examens est fixée à 3 000 F pour chacune des épreuves.

Ce montant n'est remboursable en aucun cas. Il ne peut être reporté à une session ultérieure. Il sera acquitté lors de chaque inscription.

Le paiement doit être effectué au compte du Comptable des recettes de l'Administration.

Art. 18. Lors de l'inscription, les candidats fourniront les documents ou renseignements suivants :

1° un formulaire d'inscription dûment complété, daté et signé;

2° la preuve de paiement de la participation aux frais visée à l'article 17;

3° l'indication précise du niveau du diplôme pour lequel le candidat s'inscrit;

4° pour le candidat à l'épreuve du premier degré, la copie certifiée conforme du ou des titres prévus à l'article 12, alinéa 1er ou, à défaut, un ou des certificats provisoires, étant entendu que la délibération concernant le candidat n'aura lieu que sur présentation du ou des titres dûment homologués par le jury prévu à l'article 6bis des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires coordonnées par l'arrêté du régent du 31 décembre 1949, ou du certificat officiel d'équivalence du ou des titres obtenus à l'étranger.

Pour le candidat à l'épreuve du deuxième degré, la copie certifiée conforme du ou des certificats attestant qu'il a subi avec succès l'épreuve du premier degré.

Pour le candidat à l'épreuve du troisième degré, la copie certifiée conforme du ou des certificats attestant qu'il a subi avec succès l'épreuve du deuxième degré.

Section 3. — Matière des examens

Art. 19. Le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions détermine le programme et les modalités des examens.

Section 4. — Déroulement des examens

Art. 20. Le président ouvre et clôture les sessions, arrête l'ordre des travaux, convoque les membres et prend toutes dispositions utiles au déroulement des épreuves.

Le président peut déléguer son pouvoir de convocation au secrétaire.

Art. 21. L'examen comprend des épreuves écrites, des épreuves orales et des épreuves didactiques.

Art. 22. Les épreuves orales ne seront accessibles qu'aux candidats ayant obtenu au minimum soixante pour cent des points attribués à l'ensemble des épreuves écrites.

Les épreuves didactiques ne seront accessibles qu'aux candidats ayant obtenu au minimum soixante pour cent des points attribués à l'ensemble des épreuves orales.

Nul ne peut obtenir les diplômes de professeur d'éducation musicale du 1er, du 2e ou du 3e degré, s'il n'a obtenu au minimum soixante pour cent des points attribués à l'ensemble des épreuves didactiques.

Art. 23. Le président détermine les matières donnant lieu à un examen écrit ou à un examen oral.

Art. 24. Les examens écrits se déroulent à huis clos. Les candidats sont surveillés par des membres désignés par le président et ne peuvent avoir aucune communication entre eux, ni avec l'extérieur.

Le travail écrit ne peut porter aucune indication de nature à identifier les candidats.

Le président charge un nombre égal de membres de l'enseignement officiel et de l'enseignement libre de corriger et de noter d'un commun accord les travaux écrits.

Art. 25. Les examens oraux sont publics.

Art. 26. Le jury refuse immédiatement le candidat convaincu de fraude.

Section 5. — Sanction des examens

Art. 27. Il est dressé procès-verbal du résultat de la délibération. Ce procès-verbal mentionne le mérite du candidat, il atteste que les prescriptions réglementaires quant à la publicité de l'examen et à la durée des études ont été observées.

Il en est donné lecture publiquement.

En cas de contestation relative à une erreur matérielle, le président ou son délégué, saisi dans un délai maximum de quatre jours après la proclamation publique des résultats, réunit un jury restreint composé du président, du secrétaire et de deux membres du jury de délibération, dont l'un appartient à l'enseignement officiel et l'autre à l'enseignement libre.

Ce jury restreint statue sur le cas litigieux, dans un délai de quarante-huit heures.

Art. 28. Les candidats qui n'ont pas répondu de manière satisfaisante sont refusés par le jury.

Art. 29. Pour réussir l'examen d'une manière satisfaisante, avec distinction, avec grande distinction ou avec la plus grande distinction, le candidat doit obtenir la moitié des points dans chaque branche et, respectivement, les soixante, septante, quatre-vingts et nonante pour cent des points sur l'ensemble des branches faisant partie de l'examen.

Art. 30. Les diplômes sont rédigés de la manière fixée par le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions.

Ils mentionnent les matières qui ont fait l'objet de l'examen et attestent que les prescriptions réglementaires quant à la publicité des examens ou des épreuves ont été observées.

Ils sont signés par les membres du jury et attestent que le candidat a subi l'examen d'une manière satisfaisante, avec distinction, avec grande distinction ou avec la plus grande distinction.

Art. 31. Aucun duplicata des diplômes conférés par le jury n'est délivré. Un extrait du registre des délibérations, confirmant qu'un diplôme a été délivré, peut être obtenu sur production du récépissé de versement de 1 000 francs au compte du Comptable des recettes de l'Administration.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 32. Les membres du jury reçoivent une indemnité de vacation fixée comme suit :

- pour le président et le vice-président : 225 francs par jour;
- pour le secrétaire : 200 francs par jour;
- pour les membres : 165 francs par jour.

Si la journée dépasse six heures, l'heure supplémentaire est rémunérée de la manière suivante :

- pour le président et le vice-président : 45 francs;
- pour le secrétaire : 40 francs;
- pour les membres : 30 francs.

Art. 33. Le montant des indemnités dues au président, au vice-président, au secrétaire et aux membres du chef des frais de route et de séjour est respectivement calculé conformément à l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours et à l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères, étant entendu que leur « résidence administrative » reste le lieu où ils occupent l'emploi requis par l'article 3 du présent arrêté et qu'ils sont réputés classés dans le rang 14.

Art. 34. Le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions prend toute autre mesure réglementaire que la tenue de la session et le fonctionnement du jury peuvent nécessiter.

Art. 35. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 12 juillet 1974 relatif à l'organisation du jury d'Etat chargé de la délivrance du diplôme de professeur d'éducation musicale dans les établissements d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur pédagogique de type court;

2° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 28 août 1989 portant désignation des président et membres du jury d'Etat chargé de la délivrance du diplôme de professeur d'éducation musicale dans les établissements d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur pédagogique de type court;

Art. 36. Le Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 37. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1991.

Bruxelles, le 13 mai 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :
Le Ministre de l'Éducation et de la Recherche scientifique,
Y. YLIEFF

VERTALING

N. 91 — 2098

13 MEI 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot instelling van een examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het toekennen van het diploma van leraar muzikale opvoeding in de inrichtingen voor secundair onderwijs en in de inrichtingen voor hoger pedagogisch onderwijs van het korte type

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, inzonderheid op artikel 12 bis, § 2, ingevoegd bij de wet van 11 juli 1973;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, inzonderheid op de artikelen 8, 8°, 9, 6° en 10, 6°;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 juni 1990;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 17 december 1990;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek en gelet op de beraadslaging van de Executieve d.d. 10 december 1990 en 29 april 1991,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Zetel en samenstelling van de examencommissie

Artikel 1. Er wordt een examencommissie van de Franse Gemeenschap opgericht, belast met het toekennen van het diploma van leraar muzikale opvoeding in de inrichtingen voor secundair onderwijs en in de inrichtingen voor hoger pedagogisch onderwijs van het korte type.

Dit diploma is van de eerste, de tweede of de derde graad naargelang de examinandus gemachtigd is om in de inrichtingen voor secundair onderwijs van de lagere graad, in de inrichtingen voor secundair onderwijs van de hogere graad en in de inrichtingen voor hoger pedagogisch onderwijs van het korte type les te geven.

De commissie heeft haar zetel in het arrondissement Brussel-Hoofdstad. Ze kan ook examens organiseren buiten dat arrondissement, in geval van noodzaak.

Art. 2. De examencommissie bestaat uit :

- 1° een voorzitter;
- 2° een ondervoorzitter;
- 3° een secretaris;
- 4° leden.

Art. 3. § 1. De voorzitter wordt gekozen onder de ambtenaren van de Dienst van de inspectie van het hoger secundair onderwijs en het hoger onderwijs buiten de universiteit.

§ 2. De leden worden gekozen uit het onderwijzend personeel van het secundair onderwijs en het hoger onderwijs, in actieve dienst of sinds minder dan vijf jaar op rust gesteld.

Ze worden voor de helft gekozen uit het personeel van het officieel onderwijs en voor de helft uit het personeel van het vrij onderwijs. Ten minste vier leden moeten tot het hoger pedagogisch onderwijs van het korte type behoren, waaronder twee van het officieel onderwijs en twee van het vrij onderwijs.

§ 3. De ondervoorzitter en de secretaris worden door de Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort, onder de leden gekozen, op voorstel van de voorzitter.

Art. 4. De voorzitter, ondervoorzitter, secretaris en leden worden voor een termijn van twee jaar gekozen door de Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort.

HOOFDSTUK II. — *Werking van de examencommissie*

Art. 5. De voorzitter zorgt voor de regelmatigheid van de examens en zit de beraadslagingen voor.

Indien de voorzitter afwezig of verhinderd is, wordt hij vervangen in eerste orde door de ondervoorzitter en in tweede orde door het oudste aanwezige lid.

Art. 6. De secretaris roept de examinandi op, houdt de geschriften en de notulen bij.

Art. 7. De commissie beraadslaagt met gesloten deuren over de uitslag van de examens en over elk probleem dat opgeworpen wordt door de voorzitter of door ten minste vijf leden.

Opdat ze geldig zou kunnen beslissen, moet de meerderheid van de leden aanwezig zijn.

De beslissingen worden genomen bij meerderheid van de stemmen van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Art. 8. Geen enkel lid van de commissie mag examen afnemen of deelnemen aan de beraadslaging of bijdragen tot enige beslissing betreffende een examinandus van wie hij echtgenoot, bloed- of aanverwant is tot en met de 4e graad.

Indien de voorzitter zich in dat geval bevindt, wordt hij in eerste orde door de ondervoorzitter en in tweede orde door het oudste aanwezige lid vervangen.

Art. 9. De notulen van de zittingen worden in een register ingeschreven. Ze worden ondertekend door de voorzitter, de secretaris en de aanwezige leden. De notulenregisters gelden tevens als aanwezigheidsregisters.

Het archief wordt ten zetel van de examencommissie bewaard.

HOOFDSTUK III. — *Inrichting van de examens*

Afdeling 1. — Examenzittijd en toelatingsvoorwaarden

Art. 10. Er is jaarlijks één examenzittijd voor de eerste graad. De zittingen voor de 2e en de 3e graad worden om de twee jaar georganiseerd. De Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort, bepaalt de data en de gedetailleerde volgorde van de zittijd.

Art. 11. Eenieder mag zich voor het examen aanmelden, ongeacht de plaats waar hij gestudeerd heeft.

Art. 12. Niemand wordt tot het examen toegelaten, als hij de voorwaarden niet vervult om toegang te hebben tot het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan.

Niemand wordt tot de examens voor het behalen van een diploma van de tweede graad toegelaten, als hij geen houder is van het diploma van de eerste graad.

Niemand wordt tot de examens voor het behalen van een diploma van de derde graad toegelaten, als hij geen houder is van het diploma van de tweede graad.

Art. 13. Er kan één diploma behaald worden in dezelfde zittijd.

Afdeling 2. — Inschrijvingen

Art. 14. Jaarlijks wordt een oproep tot de kandidaten in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt, met vermelding van de inschrijvingstermijn.

Art. 15. De inschrijvingsaanvragen worden schriftelijk en als aangetekende brief gezonden aan de Directeur-generaal van het Hoger Onderwijs en het Wetenschappelijk Onderzoek.

Buiten de gestelde termijn wordt geen enkele inschrijvingsaanvraag aanvaard.

Art. 16. De inschrijvingsformulieren worden bezorgd op eenvoudige aanvraag, gericht aan de Algemene Directie van het Hoger Onderwijs en het Wetenschappelijk Onderzoek.

Art. 17. De bijdrage in de examenkosten is vastgesteld op 3 000 BF per examen. Ze wordt in geen geval terugbetaald en kan niet overgedragen worden naar een volgende zittijd. Ze wordt bij elke inschrijving betaald op de rekening van de rekenplichtige van de ontvangsten van het bestuur.

Art. 18. Bij de inschrijving moeten de examinandi de volgende stukken voorleggen of de volgende gegevens vermelden :

- 1° een behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend inschrijvingsformulier;
- 2° het bewijs van betaling van de bijdrage bedoeld in artikel 17;
- 3° de juiste vermelding van het niveau van het diploma waarvoor de kandidaat zich inschrijft;
- 4° voor de examinandus van het examen van de 1e graad, het eensluidend verklaard afschrift van de in artikel 12, 1e lid, vermelde bekwaamheidsbewijzen of, bij ontstentenis daarvan, van één of meer voorlopige attesten. De beraadslaging betreffende de examinandus zal pas plaatsvinden na voorlegging van de bekwaam-

heidsbewijzen, behoorlijk gehomologeerd door de commissie bedoeld in artikel 6bis en van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens gecoördineerd bij besluit van de Regent van 31 december 1949, of van het officieel attest van gelijkwaardigheid van de in het buitenland behaalde bekwaamheidsbewijzen.

Voor de examinandus van het examen van de 2e graad, het eensluitend verklaard afschrift van het of de attest(en) volgens welke hij geslaagd is voor het examen voor de 2e graad.

Voor de examinandus van de examens van de volgende jaren, het eensluitend verklaard afschrift van het attest volgens welk hij geslaagd is voor het examen over de leerstof van het vorige studiejaar.

Afdeling 3. — Examenstof

Art. 19. De Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort, stelt het programma en de modaliteiten van de examens vast.

Afdeling 4. — Verloop van de examens

Art. 20. De voorzitter opent en sluit de zitting, bepaalt de regeling van de werkzaamheden, roept de leden bijeen en treft alle maatregelen voor het verloop van de examens.

De voorzitter kan de leden laten bijeenroepen door de secretaris.

Art. 21. Het examen omvat schriftelijke, mondelinge en didactische gedeelten.

Art. 22. De mondelinge gedeelten zijn enkel toegankelijk voor de examinandi die ten minste 60 % van de punten voor de gezamenlijke schriftelijke gedeelten behaald hebben.

De didactische gedeelten zijn enkel toegankelijk voor de examinandi die ten minste 60 % van de punten voor de gezamenlijke mondelinge gedeelten behaald hebben.

Niemand kan de diploma's van leraar muzikale opvoeding van de 1e, 2e of 3e graad bekomen als hij niet ten minste 60 % van de punten voor de gezamenlijke didactische gedeelten behaald heeft.

Art. 23. De voorzitter bepaalt de vakken waarover het examen schriftelijk of mondeling wordt afgenomen.

Art. 24. De schriftelijke examens hebben plaats met gesloten deuren. De examinandi staan onder toezicht van de leden die door de voorzitter daartoe aangewezen werden en mogen niet in communicatie treden met andere examinandi, noch met personen buiten de examenzaal.

Het schriftelijk werk mag geen enkele aanwijzing bevatten waardoor de examinandus kan geïdentificeerd worden.

Het nazien en beoordelen van de schriftelijke werken wordt door de voorzitter opgedragen aan een gelijk aantal leden van het officieel en van het vrij onderwijs.

Art. 25. Het mondeling examen wordt in het openbaar afgenomen.

Art. 26. Bij vastgesteld bedrog wordt de kandidaat onmiddellijk afgewezen door de examencommissie.

Afdeling 5. — Bekrachtiging van de examens

Art. 27. Er wordt een proces-verbaal van de uitslag van de beraadslaging opgemaakt, met vermelding van de graad van verdienste van de examinandus. Het bevestigt dat de reglementsbepalingen betreffende de openbaarheid van het examen en de studieduur nageleefd werden. Het wordt in het openbaar voorgelezen.

In geval van betwisting betreffende een materiële vergissing moet de voorzitter of zijn gemachtigde daarvan ten hoogste vier dagen na de openbare proclamatie van de examenuitslagen in kennis gesteld worden. Hij roept dan een beperkte commissie bijeen, bestaande uit de voorzitter, de secretaris en twee leden van de commissie die beraadslaagd heeft, met name één lid uit het officieel onderwijs en één lid uit het vrij onderwijs.

Die beperkte commissie spreekt zich binnen achtenveertig uur uit over de betwisting.

Art. 28. Examinandi die niet op voldoende wijze geantwoord hebben, worden door de examencommissie afgewezen.

Art. 29. Om het examen op voldoende wijze, met onderscheiding, met grote onderscheiding, met de grootste onderscheiding af te leggen moet de examinandus voor elk vak de helft van de punten behalen, en 60, 70, 80 of 90 % van de punten voor de gezamenlijke examenvakken.

Art. 30. De diploma's worden gesteld op de wijze bepaald door de Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort.

Ze vermelden de vakken van het examen of examengedeelte en bevestigen dat de reglementsvorschriften betreffende de duur van de studie en de openbaarheid van de examens of examengedeelten nageleefd werden.

Ze worden ondertekend door de leden van de examencommissie en vermelden dat het examen afgelegd werd op voldoende wijze, met onderscheiding, grote onderscheiding of de grootste onderscheiding.

Art. 31. Er wordt geen dubbel van de door de commissie toegekende diploma's uitgereikt. Een uittreksel uit het register van de beraadslagingen, waaruit blijkt dat een diploma uitgereikt werd, kan bekomen worden op voorlegging van het ontvangstbewijs van de storting van 1 000 BF op de rekening van de rekenplichtige van de ontvangsten van het bestuur.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 32. De leden van de examencommissie ontvangen als vacatiegeld :

- 225 BF per dag voor de voorzitter en de ondervoorzitter;
- 200 BF per dag voor de secretaris;
- 185 BF per dag voor de leden.

Als de dag meer dan zes uur duurt, wordt elk bijkomend uur als volgt bezoldigd :

- 45 BF voor de voorzitter en de ondervoorzitter;
- 40 BF voor de secretaris;
- 30 BF voor de leden.

Art. 33. Het bedrag van de vergoedingen verschuldigd aan de voorzitter, de ondervoorzitter, de secretaris en de leden voor reis- en verblijfkosten wordt respectievelijk berekend overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten en het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen voor verblijfkosten voor het personeel van de ministeries, met dien verstande dat hun administratieve verblijfplaats de plaats blijft waar zij de betrekking bekleeden, vereist bij artikel 3 van dit besluit, en dat zij geacht worden ingedeeld te zijn in rang 14.

Art. 34. De Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort, neemt alle andere reglementaire maatregelen die het houden van de zittijden en de werking van de commissie kunnen vereisen.

Art. 35. Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 12 oktober juli 1974 houdende organisatie van de examencommissie van de Staat belast met het uitreiken van het diploma van leraar muziekopvoeding in de inrichtingen voor secundair onderwijs en voor pedagogisch hoger onderwijs van het korte type;

2° het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 28 augustus 1989 tot aanstelling van de voorzitter en de leden van de examencommissie van de Staat, belast met het uitreiken van het diploma van leraar muziekopvoeding in de inrichtingen voor secundair onderwijs en voor pedagogisch hoger onderwijs van het korte type.

Art. 36. De Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 37. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 1991.

Brussel, 13 mei 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
Y. YLIEFF

F. 91 — 2099

21 JUIJN 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 13 janvier 1989 fixant au 1er juillet 1988 et au 1er janvier 1990 les échelles de traitement des fonctions du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, notamment l'article 1er, modifié par les lois des 27 juillet 1971, 11 juillet 1973 et 19 décembre 1974 et par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1970 fixant le statut pécuniaire des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, notamment les articles 4 et 5;

Vu l'arrêté royal du 13 janvier 1989 fixant au 1er juillet 1988 et au 1er janvier 1990 les échelles de traitement des fonctions du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat modifié en dernier lieu par l'arrêté de l'Exécutif du 29 août 1990;

Vu le protocole du 8 janvier 1990 dans lequel sont consignées les conclusions des négociations menées au sein du comité commun à l'ensemble des services publics;

Vu l'accord du Ministre-Président ayant la Fonction publique dans ses attributions, donné le 16 avril 1991;

Vu l'accord du Ministre-Président ayant le Budget dans ses attributions, donné le 24 avril 1991;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient de transposer, sans délai, pour les membres du personnel de l'Enseignement et des centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française, des dispositions applicables au personnel des ministères;

Sur la proposition du Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique;

Vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française du 29 avril 1991,

Arrête :

Article 1er. Les échelles de traitements des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de la Communauté française sont fixées, avec effet au 1er novembre 1990, comme suit :

Messenger-huissier

—
429 956 — 495 714

(18 ans)

3/1 × 6 105

11/2 × 4 313

Surveillant

—
429 956 — 495 714

(18 ans)

3/1 × 6 105

11/2 × 4 313